

compte prendre pour réduire les dépenses au CNR comme dans le domaine des sciences en général?

[Français]

Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, en réponse à la question de mon honorable collègue de Windsor—Sainte-Claire, je tiens à l'assurer que le Conseil national de recherches n'a subi aucune nouvelle coupure. Il est bien évident qu'aujourd'hui, dans le *Citizen*, paraissait un article suite à des craintes de différents chercheurs au sein du Conseil national de recherches.

Actuellement, monsieur le Président, le Conseil national de recherches prépare son plan à long terme. Le plan n'a pas encore été soumis au gouvernement et aucune décision n'a été prise.

Alors, je pense que le plan devrait être soumis au ministre à la fin du printemps. Alors, nous attendons la venue de ce plan, monsieur le Président.

[Traduction]

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Peut-il confirmer qu'il a récemment rencontré en compagnie du premier ministre les membres du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie sous le sceau du secret en vertu de la Loi sur les secrets officiels et qu'il les a avisés des futures compressions des dépenses du gouvernement au titre des sciences. Le ministre peut-il nous dire dans quelle mesure ces dépenses seront coupées et nous donner les pourcentages en question?

• (1500)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon collègue y va à l'aveuglette avec cette question. Nous n'avons pas exigé le secret des membres du CCNST pour pouvoir leur dire ce que pourrait renfermer le budget. Nous n'avons pas discuté des dispositions budgétaires à cette réunion avec le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie.

Il s'agit des réunions qu'a présidées le premier ministre il y a environ une semaine. Lors de ces rencontres très productives, nous avons parlé des mesures à prendre au niveau national pour développer les sciences et la techno-

logie, des façons d'améliorer le niveau d'éducation de nos scientifiques ainsi que la coordination des sciences. . .

M. le Président: La députée de Beaver River a la parole.

* * *

LES LANGUES OFFICIELLES

Mlle Deborah Grey (Beaver River): Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur la question du bilinguisme officiel.

Le premier ministre a condamné les déclarations récentes de certaines municipalités ontariennes qui se sont proclamées officiellement unilingues. Je ne veux pas contester l'appui que manifestent le premier ministre et le gouvernement au bilinguisme officiel.

Mais je voudrais poser au vice-premier ministre la question suivante. Le premier ministre et le gouvernement inciteront-ils le gouvernement de la province du premier ministre à déclarer le Québec une société officiellement bilingue où le français et l'anglais auraient un statut officiel égal?

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, la Chambre sait que l'opposition officielle et le gouvernement désirent débattre de cette importante question à la Chambre. En fait, nous avons inscrit au *Feuilleton* la motion précisant que la Chambre réaffirme son engagement à protéger, appuyer et promouvoir la dualité linguistique canadienne, tel que reflété par cette Chambre dans la modification constitutionnelle de 1987 et la Loi sur les langues officielles de 1988. Cela résume bien la politique officielle du gouvernement.

Mlle Deborah Grey (Beaver River): Malheureusement, monsieur le Président, nous observons des décisions de ce genre au Québec, hors Québec, en fait partout au Canada. Tous ceux qui prétendent appuyer la politique du bilinguisme officiel doivent se rendre compte, que cela plaise ou non aux députés, que bien des Canadiens estiment que le bilinguisme officiel est une politique intransigeante qui prône deux poids et deux mesures. D'ailleurs, les exemples pour illustrer ce point ne manquent pas, on n'a qu'à penser aux actions d'un des comités de la Chambre en juin dernier.

À l'instar de nombreux Canadiens, j'aimerais bien qu'on m'explique cette indignation sélective contre l'unilinguisme officiel?